

RAPPEL : L'agenda social des ministères économique et financier au titre de l'année 2013 sera caractérisé par l'engagement d'un cycle de discussions avec les fédérations syndicales des Finances sur les thématiques suivantes : 1) La Modernisation de l'Action Publique (MAP). 2) L'égalité professionnelle. 3) Les mesures catégorielles. 4) Le télétravail. 5) Les outils de la négociation.

La première réunion du groupe de travail dédié à la MAP, présidée par le Secrétaire Général de Bercy, s'est déroulée le 15 février dernier.

Dans ses propos liminaires, la fédération des Finances CGT a notamment dénoncé et condamné les contenus de la lettre, en date du 29 janvier 2013, du Ministre délégué chargé du budget, adressée aux différents ministres des ministères constitutifs de la Fonction Publique de l'Etat.

S'inscrivant dans la poursuite des politiques austéritaires liées au pacte budgétaire européen, cette lettre demande aux ministres de « **...documenter des économies très ambitieuses pour les années 2014 et 2015...** », y compris aux fins de financement du crédit d'impôt compétitivité...

Après avoir rappelé ses exigences quant à la mise en œuvre d'autres politiques budgétaires et fiscales, la fédération des Finances CGT a aussi exigé d'être reçue par Pierre Moscovici et Arnaud Montebourg **au sujet de la nécessaire revalorisation des moyens budgétaires alloués à Bercy.**

S'agissant de la MAP, la fédération des Finances CGT a notamment demandé :

Que toute la transparence soit faite s'agissant des travaux en cours sur les plans pluriannuels dits stratégiques dans différentes directions générales de Bercy ainsi que sur le Programme ministériel de modernisation et de simplification des services et des opérateurs (PMMS) que le ministère doit établir au titre de la période 2013 / 2015.

La confirmation que ces plans et programme n'ont pas pour objet de porter atteinte aux périmètres, aux missions et aux réseaux actuels des directions générales et des ministères constitutifs de Bercy.

La mise en œuvre d'une nouvelle conception des relations sociales à Bercy devant notamment permettre la prise en compte des revendications et des propositions portées par la CGT s'agissant de l'évolution des missions et de leurs conditions d'exercice, visant notamment à faire des ministères constitutifs de Bercy et de ses directions générales, de véritables outils au service du solutionnement de la crise, de la construction d'une société assurant le plein emploi, de la satisfaction des besoins sociaux, du développement humain durable.

la suite à télécharger :

fichiers:



[Télécharger map_15fevrier.pdf](#) (67.3 Ko)

Public: [Nouveau Réseau de Proximité - Action Publique 2022](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank